



L'Union Démocratique du Cameroun (UDC) par la voix de l'Hon TOMAINO, porte parole de ses élus à l'Assemblée Nationale, salue l'invitative d'un dialogue national inclusif annoncé par le chef de l'État, en marge de son discours à la nation le 10 septembre 2019.

Une initiative qui apparaît comme une réponse à la demande pressante et insistante du leader de cette formation politique, le Dr Adamou Ndam Njoya. “

A l'Union Démocratique du Cameroun, on ne saurait demander plus au Chef de l'État qui, malgré tout le retard, a fini par y arriver ! Nous sommes bien d'accord que la déclaration d'intention ou la tenue même du Dialogue ne sera pas la baguette magique qui va résoudre les problèmes graves évoqués. Mais déjà c'est là un pas important en direction des voies de solutions durables : le Cameroun étant Par et Pour nous Tous, la Res Publica, c'est ensemble que nous pouvons franchir, surmonter les difficultés, les obstacles.

Le discours du Chef de l'Etat vient conforter les positions que notre Président National, le Docteur Adamou Ndam Njoya avait prises et communiquées dès le début et tout au long de la crise : la crise du NOSO est une crise nationale ; elle n'est pas l'affaire seule du Gouvernement et des anglophones. Sans Dialogue National Inclusif, on ne parviendra ni à éteindre le feu attisé sur les multiples fronts que sont les crises du NOSO, sécuritaires du Nord

et de l'Est, encore moins à organiser des élections crédibles dans notre pays. ...

Quelle que soit la Guerre, les belligérants finissent par se retrouver autour de la table. La question de Dialoguer avec qui ne devrait donc pas se poser ou constituer un blocage, d'autant plus que nous sommes à l'intérieur de la maison Cameroun et maîtrisons les positions plus ou moins tranchées des uns et des autres. C'est se méprendre que de prétendre ne pas connaître son vis-à-vis.

Le principe du Dialogue sincère n'est pas discriminatoire : c'est à table que sauront se faire valoir les argumentations. Un autre aspect important à retenir de ce discours est l'évocation de ce que ...hier, ensemble, les camerounais ont surmonté les difficultés.

En effet, la voie de l'Unité Nationale était tracée par les Pères Fondateurs en 1961 lors de la Conférence de Foumban : méthodes d'approches consensuelles, de concertation et de dialogue ; Puis, en 1991 lors de la Tripartite qui a sauvé notre pays de l'embrasement.

Si les accords et engagements de 1961 et ceux de 1991 avaient été respectés, la crise du NOSO et les autres crises ne seraient pas nées.

Au Cameroun, nous avons connu des consultations par le Premier Ministre dont les résultats publiés sont aux antipodes des sollicitations des groupes consultés !

En résumé, un Dialogue Inclusif + Consensus, Concertation comme méthodes d'approches + respect, application et suivi rigoureux des résolutions = Paix durable, Harmonie, Préservation de l'Unité Nationale.

Nous ne saurions passer inaperçue à la partie du discours où le Chef de l'État semble s'apitoyer sur les attentes avides aux postes de nomination par les camerounais sur l'ensemble du triangle national.

Nous, à l'UDC avons toujours pensé, comme atout vers la construction de la Nation, ou/et l'éradication du tribalisme, qu'il fallait plutôt mettre en avant, la méritocratie et non la Politique de l'équilibre régional que défend Monsieur le Président et dont l'image du Partage du Gâteaux National focalise les camerounais sur les postes de nomination comme étant l'Alpha et l'Omega de la réussite, de l'achèvement sociaux...les courses et non-dits sur les concours d'entrée dans les grandes écoles, les recrutements, les fêtes de remerciement organisées dans les localités d'origine...où la joie ou la tristesse sont d'autant perceptibles, que cette politique de l'équilibre régional choisit souvent de détruire les ressortissants d'une même famille à travers la nomination/renversement...

Quid des mérites ou des éloges aux autres métiers si exaltants dans tous les autres domaines : les artistes, les hommes et les femmes de lettres, de sciences, les agriculteurs, les techniciens...

Tout le monde peut ne pas être nommé, cependant, chaque personne a le droit de s'épanouir et d'être reconnu comme partie prenante dans le processus de la construction nationale, et c'est à l'État que revient la mission de rendre les populations heureuses et vertueuses".

Hon. TOMAINO NDAM NJOYA